



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ
de prescriptions complémentaires
Société RENAULT SAS, Technocentre de Guyancourt**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 513-1, L. 516-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROTON en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'[arrêté du 27 juillet 2015](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 ;

VU l'[arrêté du 11 avril 2017](#) modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'[arrêté du 09 avril 2019](#) modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement

de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 31 mars 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-155/DDD du 20 novembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires relatives aux modalités de surveillance des rejets des substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances (RSDE) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011356-001 du 22 décembre 2011 modifié autorisant la société Renault SA à poursuivre l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement situées à Guyancourt, 1 avenue du Golf, et modifiant les prescriptions applicables ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 23 juillet 2013, 06 avril 2017 et 10 mai 2019 ;

VU l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n° DRIEAT-IDF-2023-0063 du 17 janvier 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU les courriers du 24 mars 2020, du 25 septembre 2020, du 24 novembre 2020 par lesquels la société RENAULT SAS sollicite le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 2565-2a, 1978-6, 2925-2, 2930-1a et 2940-2a ;

VU le courrier du 31 mars 2021 par lequel la société RENAULT SAS sollicite la modification des conditions d'exploitation du site implanté à Guyancourt ;

VU le courrier du 5 novembre 2021 par lequel la société RENAULT SAS sollicite que son arrêté préfectoral reste applicable en prenant en compte le passage au régime de l'enregistrement ;

VU le courriel du 16 décembre 2022 par lequel la société RENAULT SAS informe de l'absence de détecteurs ioniques de fumées dans son établissement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 janvier 2023 ;

VU la consultation de la mairie de Guyancourt sur la levée de l'obligation de constitution des garanties financières, par courrier du 26 janvier 2023 ;

VU l'absence d'avis rendu par la mairie de Guyancourt dans les délais impartis ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis pour avis à l'exploitant par courrier du 26 janvier 2023 notifié le 30 janvier 2023 ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courriel du 13 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que le décret n°2019-292 du 09 avril 2019 introduit le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565-2a antérieurement soumise au régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que le décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 introduit le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940-2a antérieurement soumise au régime de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières sont définies à l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société n'exerce donc plus d'activités nécessitant la constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que la rubrique 1715 a été supprimée par le décret n°2014-996 du 2 septembre 2014 et que l'exploitant a informé l'inspection par courriel du 16 décembre 2022 qu'il ne dispose plus de détecteurs ioniques de fumée dans son établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions relatives au stockage de liquides inflammables stockés en récipients mobiles et enterrés suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées ne constituent pas une modification substantielle au sens du II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société RENAULT SAS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 122-122 Bis avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne-Billancourt, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations du Technocentre sur la commune de GUYANCOURT (78 084), 1 avenue du Golf, dans les conditions du présent arrêté et des arrêtés antérieurs qui demeurent applicables.

ARTICLE 2. PRESCRIPTIONS APPLICABLES

L'ensemble des arrêtés préfectoraux délivrés à la société RENAULT SAS sont applicables, à l'exception des prescriptions issues des articles suivants qui sont abrogées :

- articles 2 à 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2019-05-10-011 du 10 mai 2019 ;
- chapitres 8.10, 8.13 et article 1.3.5 de l'arrêté préfectoral n°2011356-001 du 22 décembre 2011 modifié.

S'appliquent également à l'établissement les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux installations relevant des rubriques mentionnées au tableau visé à l'article 3 du présent arrêté et notamment celles issues des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 09 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 ;
- arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 ;
- arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930.
- arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563.
- arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les prescriptions issues de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du n°2011356-001 du 22 décembre 2011 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

«

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2565-2.a)	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique	<u>Laboratoires :</u> <u>Pilote principal :</u> 27 175 litres (cataphorèse : 9 400 litres, traitement de surfaces : 17 745 litres) <u>Pilote secondaire :</u>	Volume des cuves de traitement	> 1500 l	28525 l

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	1 170 litres (cataphorèse : 200 litres, traitement de surfaces : 970 litres) <u>Paillasse</u> : 180 litres (cataphorèse)			
2910-A1	E	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de	<u>Bâtiment La Centrale</u> : Installations fonctionnant au gaz naturel : - 4 installations de combustion de 10 MW - une installation de 6 MW <u>Installations de secours</u> : - 3 groupes électrogènes de secours (puissance totale de 3 MW)	Puissance thermique maximale	> ou = 20 MW	46 MW

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW				
2930-1.a)	E	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m ²	<u>Atelier Ruche</u> : 1706 m ² <u>Bâtiment Diapason</u> : 4911 m ² <u>Bâtiment Technoservice</u> : 2016 m ²	Surface	> 5000 m ²	8700 m ²
2940-2.a)	E	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j	<u>Bâtiment Design</u> : 15 kg/j <u>Bâtiment Proto</u> : 100 kg/j <u>Laboratoires</u> : 15 kg/j	Quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée	> 100 kg/j	130 kg/j
2921-1.a)	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	8 tours aéroréfrigérantes de 4 MW	Puissance thermique évacuée maximale	> ou = 3000 kW	32 MW

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		général par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW				
1510-2.b)	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	<u>Bâtiment</u> <u>Logistique</u> : Entrepôt de 84 000 m ³ sous ferme renfermant 1 000 tonnes de matières combustibles	Volume des entrepôts	> ou = à 50 000m ³ mais < 300 000 m ³	84 000 m ³
1435-2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	<u>Station service</u> <u>PC4</u> : Consommation d'essence : 350 m ³ consommation de gasoil : 592 m ³	Volume annuel de carburant distribué	>100 m ³ < ou= à 20 000 m ³	350m ³ d'essence et 592m ³ de gasoil

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2410-2	NC	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW	<u>Bâtiment Design</u> : Puissance totale = 41 kW <u>Bâtiment Proto</u> : Puissance totale = 8 kW	Puissance installée	> 50 kW mais ≤ 250 kW	≤ 50 kW
2560-2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	<u>Bâtiment avancée</u> : 51 kW <u>Bâtiment design</u> : 15 kW <u>Bâtiment ruche</u> : 17 kW <u>Bâtiment proto</u> : 174 kW <u>Bâtiment logistique</u> : 3 kW <u>Laboratoires</u> : 26 kW TOTAL : 286 kW	Puissance installée	> 150 kW mais ≤ 1000 kW	286kW
2661-1.c)	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	<u>Bâtiment Design</u> : 2,1 t/j <u>Laboratoires</u> : 2,1 t/j	Quantité de matière susceptible d'être traitée	≥ 1 mais inférieure à 10 t/j	4,2 t/j
2661-2.b)	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	<u>Bâtiment Design</u> : 2,1 t/j <u>Bâtiment Ruche</u> :	Quantité de matière susceptible d'être	≥ 2 mais < 20 t/j	6,3 t/j

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		(transformation de) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	2,1 t/j <u>Bâtiment Proto</u> : 2,1 t/j	traitée		
2925-1	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	<u>Bâtiment Avancée</u> : 4502 kW <u>Bâtiment Design</u> : 492 kW <u>Bâtiment Ruche</u> : 643 kW <u>Bâtiment Logistique</u> : 213 kW <u>Laboratoires</u> : 102 kW <u>Bâtiment Gradient</u> : 471 kW <u>Bâtiment Diapason</u> : 56 kW Autres : 95 kW Total : 6785 kW	Puissance maximale	> 50 kW	6785 kW
2925-2		Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du	<u>Bâtiment Avancée</u> : 25 kW <u>Bâtiment Ruche</u> : 409 kW <u>Bâtiment Proto</u> : 25 kW <u>Bâtiment Laboratoires</u> : 175 kW <u>Bâtiment Quick- Drop</u> : 672 kW <u>Bâtiment Diapason</u> : 68 kW <u>Bâtiment Technoservice</u> : 7,40 kW <u>Bornes de recharge parkings VE sécurisées</u> : 2242 kW	Puissance maximale	> 600 kW	14 824 kW

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs	<u>ROADS</u> : 11200 kW Total : 14 824 kW			
2930-2.b)	D	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	<u>Bâtiment</u> <u>Technoservice</u> : 11 kg/j	Quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée	> ou = 10 mais < 100 kg/j	17 kg/j
1185-2.a)	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Ensemble du site : 9 161 kg	Quantité cumulée présente sur le site	> 300 kg	9 161 kg
1185-2.b)	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à	<u>Bâtiment</u> <u>Gradient</u> : HFC227ea (FM200) : 1072 L	Quantité cumulée présente sur le site	> 200 kg	1608 kg

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	(1608 kg)			
1978-6	D	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 0,5 t/ an (1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.	<u>Bâtiment Laboratoires</u> : 0,8 t/an <u>Bâtiment Technoservice</u> : 0,97 t/an <u>Bâtiment Proto</u> : 3,6 t/an <u>Bâtiment Design</u> : 5,2 t/an	Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.	> 0,5 t/an	10,57 t/an
2563	NC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités	<u>Bâtiment Centrale</u> : 60 l <u>Bâtiment Diapason</u> : 100 l	Quantité de produit mise en œuvre dans le procédé	> 500 l mais < 7500 l	220 l

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		de nettoyage- dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	<u>Bâtiment Proto</u> : 60 l Total :220 l			
2564	NC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	<u>Bâtiment Diapason</u> : 60 l	Volume équivalent des cuves	> 200 l mais =< 1500 l	≤ 200 l
4719	NC	Acétylène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 tonne.	<u>Bâtiment proto</u> : 90 kg <u>Bâtiment Diapason</u> : 10 kg <u>Bâtiment Technoservice</u> : 10 kg <u>Bâtiment Avancée</u> : 20 kg <u>Bâtiment Ruche</u> : 60 kg <u>Bâtiment Laboratoires</u> : 10 kg Total : 200 kg	Quantité totale susceptible d'être présente	> ou = 250 kg mais < 1 000 kg	< 250 kg
4734-1	NC	Produits pétroliers	<u>Stockages</u>	Quantité	≥ 50 t	

Rubrique	A, E, D, DC ou NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
		spécifiques et carburants de substitution pour véhicule, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	<u>enterrés :</u> <u>Bâtiment proto :</u> 7 t GO et 7 t SP 95 <u>Station service :</u> 63 t GO + 18 t SP95 <u>La Centrale</u> 52 t fioul domestique Total : 147 tonnes	susceptible d'être présente	d'essence ou ≥ 250 t mais < 1000 t	< 50 t d'essence ou < 250 t au total
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution pour véhicule, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	<u>Stockages aériens :</u> <u>Bâtiment Diapason :</u> 0,04 t <u>Bâtiment Laboratoire :</u> 3,25 t <u>Bâtiment Proto :</u> 0,2 t <u>Bâtiments Ruche et Avancé :</u> 0,26 t <u>Bâtiment Technoservice :</u> 0,36 t <u>Bâtiment La Déchetterie :</u> 2,56 t Total : 6,67 tonnes	Quantité susceptible d'être présente	≥ 50 t au total mais <100t d'essence et < 500t au total	< 50 t d'essence ou ≤ 100 t au total

A : Autorisation - E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôle – NC : Non classé »

ARTICLE 4. ENTREPÔT COUVERT

L'article 8.4.4.7 « Cellules » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011356-001 du 22 décembre 2011 modifié est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.4.4.7 Cellules

La surface maximale des cellules est de 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés.

Les cellules doivent être aménagées conformément à l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

ARTICLE 5. LIQUIDES INFLAMMABLES

Les prescriptions des articles 2.2.3, 2.2.5, 2.3.1, 2.3.3 et 2.3.9 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2013204-0005 du 26 juillet 2013 sont supprimées.

Au titre du chapitre 2.3 du titre 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2013204-0005 du 26 juillet 2013, les mots « Rubrique 1432-2-A » sont supprimés.

ARTICLE 6. STATIONS-SERVICE

Au titre du chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011356-001 du 22 décembre 2011 modifié, les mots « Rubrique 1435-3 » sont remplacés par les mots « Rubrique 1435-2 ».

ARTICLE 7. STOCKAGE D'ACÉTYLÈNE

Au titre du chapitre 8.11 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011356-001 du 22 décembre 2011 modifié, les mots « Rubrique 1418-3 » sont supprimés.

ARTICLE 8. SANCTIONS

En cas de non-respect de l'une des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-6 et suivants du Livre 1, Titre VII, Chapitre I du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 9. INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Guyancourt, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant quatre mois et sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, .

ARTICLE 10. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 11. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Guyancourt, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 24/02/2023

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale



Delphine Dubois